

# LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE POUR LE CLIMAT

Décrocher des portraits du président de la République, bloquer des centres commerciaux ou des ponts... Des actions de « désobéissance civile » se multiplient pour obliger les États à agir contre le dérèglement climatique.

Alicia Aloisi

> À Bayonne, le 25 août 2019, 127 portraits du président Macron, tête en bas, ont été brandis par les militants écologistes.



## 1 POURQUOI CERTAINS GROUPES MANIFESTENT-ILS EN ENFREIGNANT LA LOI?

Parce qu'ils ont l'impression que c'est la seule solution pour se faire entendre.

Depuis un an, des groupes multiplient les actions à travers le monde pour forcer les gouvernements à agir dans la lutte contre le réchauffement climatique : blocages de grandes entreprises jugées polluantes - Amazon, EDF ou Total -, campements devant les ministères, occupations de centres commerciaux... En France, la démocratie permet déjà de s'exprimer

par des manifestations légales, le vote ou encore des pétitions. Cependant, pour Marie Toussaint, #eurodéputée# Europe Écologie les Verts, la désobéissance civile fait partie « d'une batterie d'outils à disposition des citoyens. Face à l'urgence climatique, il est nécessaire de faire changer les lois. Mais la loi ne changera pas sans mobilisation citoyenne ».

De nombreux militants ont souvent commencé par essayer les méthodes légales, comme Mathilde Gailing, d'Extinction Rebellion (voir question 3). Mais elle trouve que « les choses ne progressent pas assez vite » alors que cela fait plusieurs

dizaines d'années que les scientifiques alertent sur le réchauffement accéléré de notre planète. La désobéissance civile n'est pas nouvelle. Ce moyen d'action a déjà été utilisé à plusieurs reprises pour lutter contre des lois injustes (voir question 4). Le but était d'interpeller l'opinion publique, toujours de manière non-violente. Cependant, pour le sociologue Albert Ogien, les actions actuelles pour le climat ne relèvent pas vraiment de la « désobéissance » civile, car il n'y a aucune loi qui oblige à polluer et à laquelle « obéir ». Mais les associations utilisent cette expression car « elle inscrit la lutte contre le changement climatique dans une grande tradition de protestations non-violentes, ce qui donne du poids à ce combat ».

< Les deux mots d'ordre des militants : agir à visage découvert et ne pas utiliser la violence contre les forces de l'ordre, comme ici au pont Sully, à Paris, le 28 juin dernier. Ces membres d'Extinction Rebellion ont été évacués par les CRS.



J. DERIGNY/ARGOS DIFFUSION/SAIF IMAGES



M. MAGNIN/HANS LUCAS

## 2 QUELS SONT LES RISQUES ENCOURUS?

**Tout dépend de l'infraction commise,** autrement dit de la loi qui a été enfreinte par l'action menée. Récemment, Extinction Rebellion a bloqué la place du Châtelet à Paris. En justice, on appelle cela le « délit d'entrave à la circulation ». Il est puni jusqu'à deux ans de prison et 4 500 euros d'amende. Fin 2015, des membres d'associations comme Action non-violente COP21 (ANV-COP21, voir question 3),

Attac ou Les Amis de la Terre ont volé des chaises dans des banques pour dénoncer l'**«évasion fiscale»** et les sommes d'argent investies dans les énergies fossiles polluantes. Évidemment, c'est illégal ! Le vol peut être puni de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende (ces peines sont alourdies s'il est effectué à plusieurs ou avec **«préméditation»**). Les mêmes sanctions peuvent être appliquées aux décrocheurs de portraits. Depuis le 21 février 2019, des militants subtilisent les portraits du président Emmanuel Macron dans les mairies (photo ci-dessus). «*Le but est de dénoncer le manque d'acte concret du gouvernement français*», explique Jon Palais, cofondateur d'ANV-COP21. Toutefois, même si les risques encourus

sont élevés en théorie, peu de militants sont condamnés au final. Sans compter que les arrestations et les procès font partie de la stratégie de la désobéissance civile. «*Lorsque des manifestants sont arrêtés voire attaqués alors qu'ils sont non-violents, l'opinion publique a tendance à prendre leur défense*», explique Albert Ogien. Ainsi, les procès permettent souvent aux militants d'expliquer les raisons de leur désobéissance. Leurs propos sont relayés par les médias, et c'est alors au tour de ceux qui les poursuivent d'être publiquement mis en accusation. Albert Ogien se souvient : «*Quand la BNP a attaqué en justice les faucheurs de chaises, début 2017, le procès a tourné à la déconfiture de la banque*».

### #Zoom

**Eurodéputé(e)** : élu(e) qui représente son pays au Parlement européen, l'assemblée qui discute et vote les textes de lois européens.

L'**évasion fiscale** consiste à éviter de payer des impôts dans son pays en transférant son argent dans des pays où les impôts sont moins élevés, voire inexistantes.

Il y a **préméditation** lorsqu'une action est réfléchie à l'avance avant d'être accomplie.

# 3

## QUI SONT CEUX QUI MANIFESTENT ?

**De plus en plus de gens se sentent concernés par la question climatique.** En réponse, les associations se multiplient dans le monde entier. *Ende Gelände* («Fin de terrain») en Allemagne, *Fire Drill Fridays* («Vendredis alerte incendie») aux États-Unis, «La planète s'invite au Parlement» au Canada... Difficile de s'y retrouver dans tous ces mouvements. Pas de panique, on en présente ici trois, parmi les plus connus en Europe.

### EXTINCTION REBELLION (XR)

XR est né le 31 octobre 2018, lors d'une manifestation devant le Parlement du Royaume-Uni.

#### › Coup d'éclat

Fin août 2019, les militants ont empêché un paquebot de croisière d'accoster à Bordeaux en s'enchaînant à un pont. Le but ? Dénoncer l'effet néfaste, sur l'environnement, de ce type de tourisme de masse.

#### › Méthodes

XR est un mouvement international organisé en sous-groupes nationaux et locaux. Chacun est indépendant, mais dix principes les fédèrent. Parmi lesquels la non-violence et la remise en question du système actuel, mais aussi celle de l'association pour permettre au mouvement d'évoluer.



S. BOWMAN/PHOTO

### ACTION NON-VIOLENTE COP21 (ANV-COP21)

ANV-COP21 a été créé en France pour interpeller les gouvernements lors de la COP21, la Conférence de Paris sur le climat de décembre 2015.

#### › Coup d'éclat

Ce mouvement est à l'origine des décrochages de portraits d'Emmanuel Macron dans les mairies.

#### › Méthodes

ANV-COP21 fonctionne avec un réseau de groupes autonomes en France, mais possède une



N. JAPONNE/PHOTO

charte commune. Pour des actions de grande ampleur, les groupes se réunissent afin de concevoir des campagnes au niveau national, mais aussi d'imaginer d'autres modes d'action que la désobéissance civile.

### YOUTH FOR CLIMATE

En janvier 2019, des jeunes Belges répondent à l'appel de la Suédoise Greta Thunberg, la première lycéenne à avoir fait la grève de l'école pour le climat.

#### › Coup d'éclat

Le 15 mars 2019, plus de deux millions de jeunes dans le monde (dont plus de 200 000 en France) se sont mobilisés pour dénoncer l'inaction climatique des gouvernements.

#### › Méthodes

Youth for Climate est un mouvement international de lycéens et d'étudiants. Ils veulent fonctionner sans hiérarchie établie, tout le monde a le même pouvoir au sein de l'association. Leurs valeurs sont inscrites au sein de la « charte de Lausanne », signée à l'occasion d'un grand rassemblement dans la ville suisse en août 2019.



B. VANDELOISE/HANS LUCAS

# 4 EST-CE LA PREMIÈRE FOIS QUE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE EST UTILISÉE?

Non, le concept a été inventé en 1849 par Henry David Thoreau, un philosophe américain. Il refuse alors de payer ses impôts car cet argent sert à financer la guerre contre le Mexique. Depuis, des exemples de désobéissance civile se sont multipliés avec des figures célèbres telles que Martin Luther King ou Gandhi. Dans les années 1930, Gandhi lutte contre la domination du Royaume-Uni en Inde, alors colonie britannique. Il appelle, entre autres, au "boycott" des marchandises anglaises. En 1930, il lance la «marche du

sel» : avec des milliers d'Indiens, il parcourt près de 400 km pour investir les dépôts de sel, jusque-là "monopole" du Royaume-Uni. Gandhi organise aussi des grèves. Toutes ces actions mèneront à l'indépendance de l'Inde en 1947. Autre exemple, aux États-Unis. En 1955, alors que la loi ne donne pas les mêmes droits aux Noirs et aux Blancs, Rosa Parks, une Afro-Américaine, refuse de céder sa place à une personne de couleur blanche dans le bus. Un scandale éclaté.



Commence alors une campagne, menée par Martin Luther King, pour lutter contre la "ségrégation". Il lance un mouvement de boycott des bus, puis organise des marches pour dénoncer les discriminations envers les personnes noires. La ségrégation raciale sera interdite officiellement aux États-Unis par la loi sur les droits civiques de 1964.



Suite à une forte mobilisation d'Extinction Rebellion (ici, à Londres, en octobre dernier), le parlement britannique est devenu le premier à déclarer l'urgence climatique.

# 5 EST-CE QUE C'EST EFFICACE?

Il est encore tôt pour le dire.

Pour Jon Palais, d'ANV-COP21, la prise de conscience collective est une première victoire. « Quand on regarde les sondages au cours de 2019, on voit que de plus en plus de gens sont concernés par le climat. » Mais difficile de savoir quelle part est due aux actions de désobéissance civile. Les manifestations des jeunes pour le climat ont conduit le ministre de l'Éducation nationale à réunir le Conseil supérieur des programmes pour intégrer la question du réchauffement climatique à l'école. Le gouvernement français a aussi créé une Convention citoyenne : depuis octobre, 150 Français et Françaises, tirés au sort, se sont réunis pour élaborer des solutions concrètes face au changement

climatique. Une avancée, même si « cette assemblée ne prend pas de décisions, elle ne fait que des propositions », regrette Mathilde Gailing, d'Extinction Rebellion. Albert Ogien sourit : « Si les gens pensent qu'il suffit d'occuper un pont pour que le gouvernement réagisse, ils se trompent. » Pour le sociologue, l'intérêt de la désobéissance civile n'est pas là. « On ne verra l'efficacité que sur la durée, mais ce qu'on peut dire pour l'instant, c'est que les manifestations mettent la pression sur le gouvernement. » Cette mobilisation des citoyens donne du poids aux associations dans les négociations avec les industriels et les gouvernements. Jusque-là, les coups d'éclat ont réussi à mettre en avant la cause défendue par tous ces mouvements. Mais à force d'être répétés, ils risquent aussi de lasser le public. Une stratégie à double tranchant. ■

PETER MACDIARMID/REX/SIPA

## #Zoom

Le boycott est le refus de consommer les marchandises d'une entreprise ou d'un pays.

**Monopole** : privilège dont dispose une entreprise ou un État de vendre un produit ou d'exploiter une ressource sans aucun concurrent.

La **ségrégation** est la stricte séparation des membres d'une communauté (ville, région, État) selon la couleur de leur peau, leur religion, etc.